

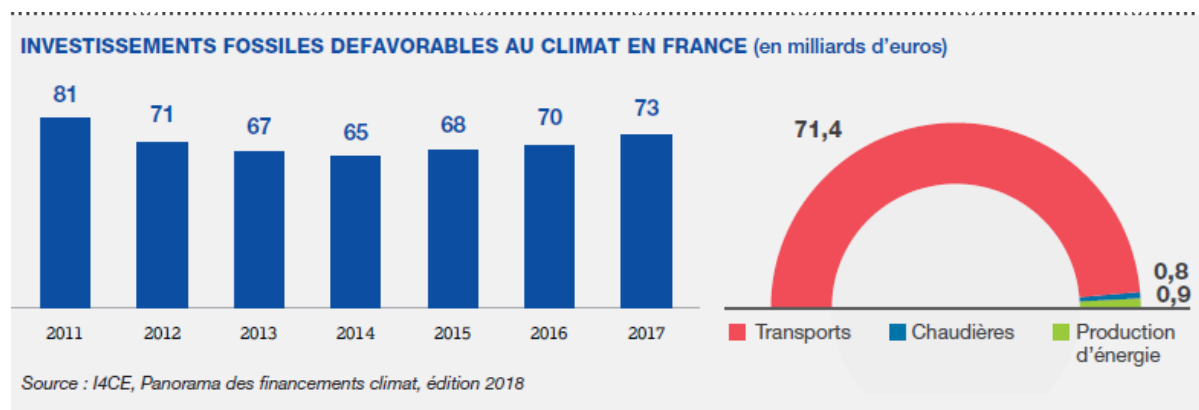
Les mystères de la stratégie bas-carbone française



La stratégie bas-carbone de la France... ne marche pas. C'est sûr et certain, puisque ses émissions de gaz à effet de serre et notamment de CO2 ont augmenté (1) depuis 2015. Donc, l'année où la France, comme presque tous les autres pays, a signé l'Accord de Paris, à la COP-21. Un accord par lequel elle faisait la promesse solennelle de faire sa part de l'effort pour léguer à nos descendants un climat pas trop bousculé, moins menaçant. Mais pourquoi ne fonctionne t-elle pas ?

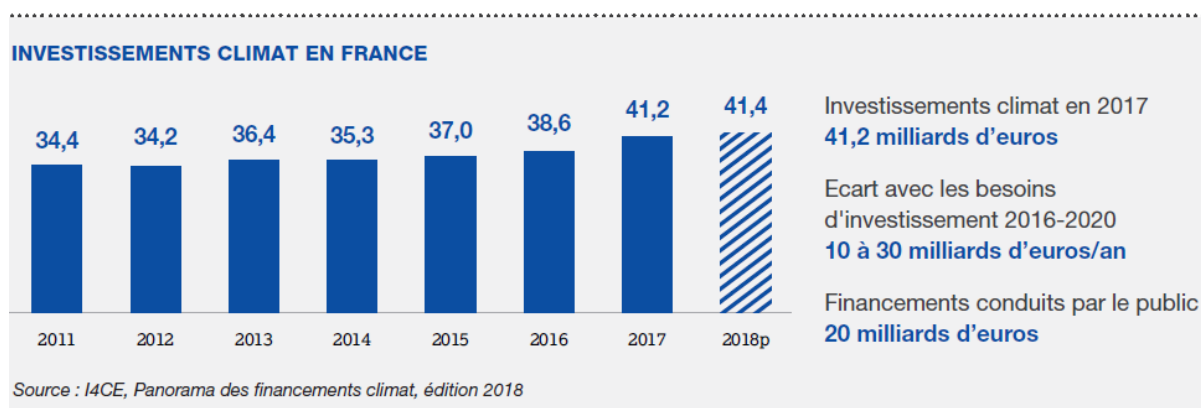
En voici une explication, tirée d'un document réalisé par l'I4CE – Institute for climate economics (2). Avec une présentation en graphiques qui expliquent mieux qu'un long discours les mystères de la stratégie bas-carbone de la France.

1- La France dépense **beaucoup plus** en investissements pour l'usage des énergies fossiles – gaz, pétrole surtout – **73 milliards en 2017** – que pour la diminution des émissions de gaz à effet de serre, **41 milliards en 2017** :

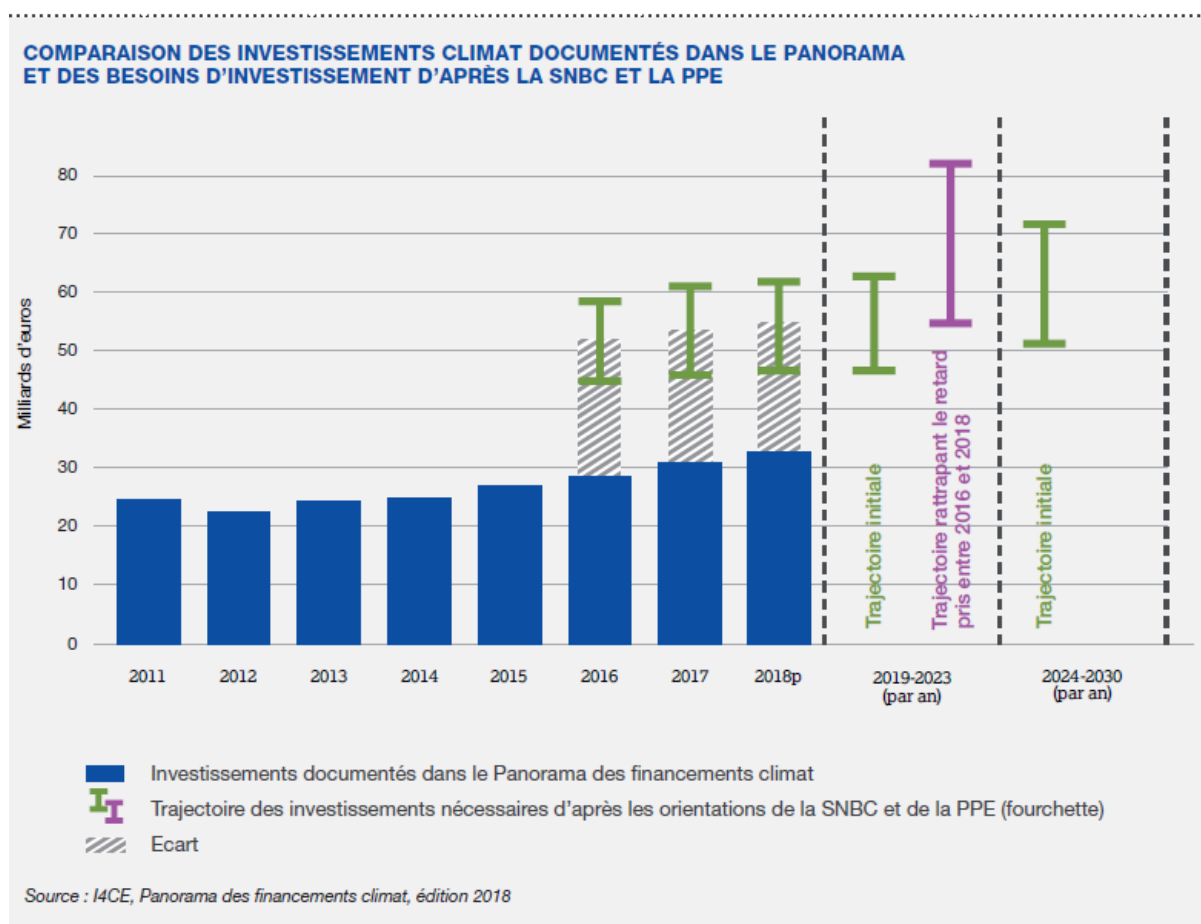


Ces 71 milliards correspondent à l'achat de véhicules thermiques, à l'installation de chaudières à gaz de mauvaises performances (celles à bonnes performances ou s'accompagnant d'usage de biogaz sont comptées à l'inverse dans le financement climat) ou à fioul, à des infrastructures pour la production, l'importation, le raffinage des produits pétroliers... On peut aussi se dire que ces investissements contribuent à plomber la balance commerciale française avec une facture de **39 milliards** pour l'importation de pétrole et de gaz et de charbon.

Les investissements pour décarboner l'économie et la vie des Français sont eux, certes en augmentation, mais encore loin de ce qui est nécessaire pour simplement atteindre les objectifs officiels de la Stratégie nationale bas-carbone. Il manque entre 10 à 30 milliards d'euros par an, calculent les experts de l'I4CE.



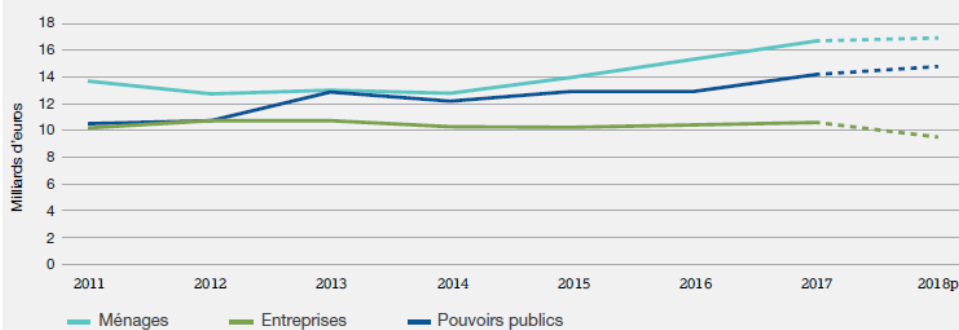
2- A **reculer l'effort** on le rend de plus en plus difficile à réaliser dans les temps montre cet autre graphique :



Un autre graphique illustre la **faible dynamique** de l'effort au regard de l'objectif très ambitieux – décarboner toute l'économie française à l'horizon 2050 – surtout celui des entreprises ces dernières années :

LES MÉNAGES SONT LES PRINCIPAUX PORTEURS DE PROJET SUIVIS PAR LES POUVOIRS PUBLICS ET LES ENTREPRISES

INVESTISSEMENTS CLIMAT EN FRANCE, PAR PORTEUR DE PROJET

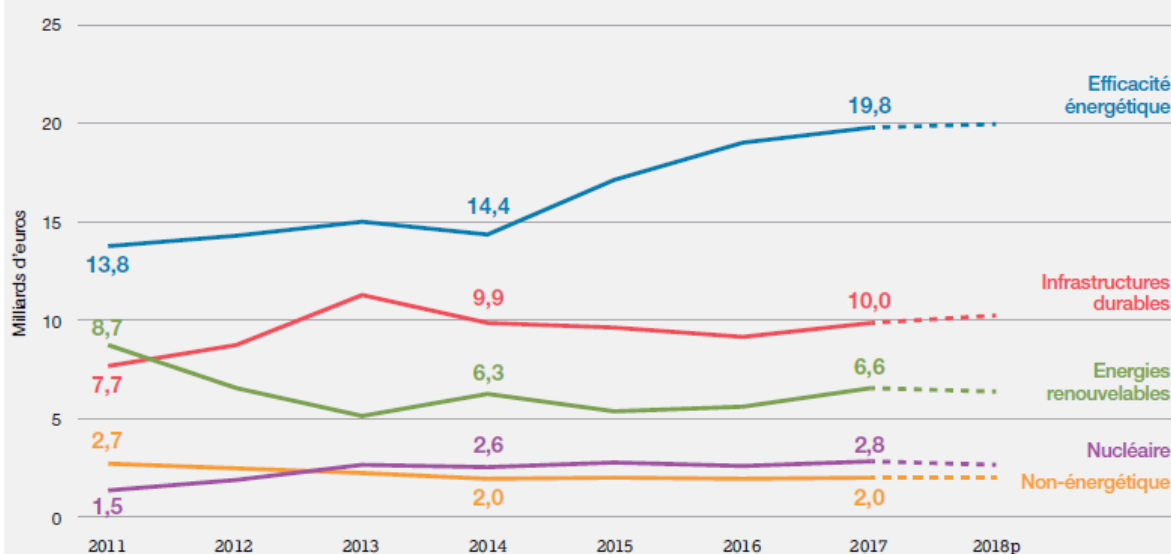


Source : IACE, Panorama des financements climat, édition 2018

Le retard pris ces trois dernières années sur le plan de la stratégie bas-carbone se monte déjà à environ **60 milliards d'euros** (entre 40 et 90). Du coup, le rattraper suppose un énorme bond pour le futur... qui grossit si l'on repousse encore l'effort. Or, ce n'est pas du tout ce qui a été annoncé pour 2019 ou dans la Programmation pluriannuelle de l'énergie par Emmanuel Macron qui reste dans cette dynamique insuffisante.

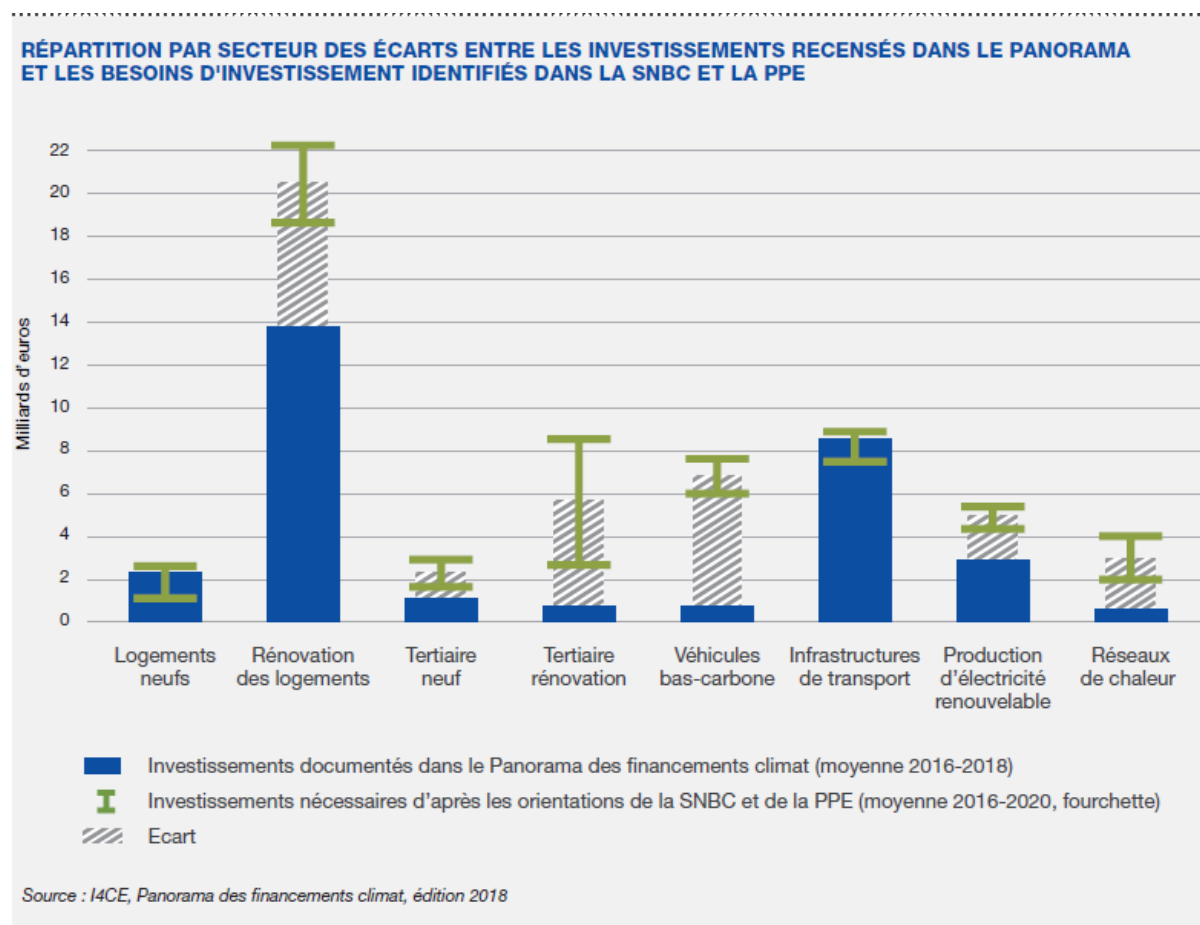
3- Sur 41 milliards, environ **5 milliards sont très peu efficaces** : ceux consacrés aux énergies renouvelables qui vont pour l'essentiel à l'éolien et au solaire photovoltaïque. Comme l'électricité française est déjà très fortement décarbonée et que ces outils de productions ne peuvent pas être pilotés pour suivre la demande, ils agissent certes sur le charbon, le gaz et le fioul dans la production d'électricité, ce qui est favorable à la baisse des émissions, mais très peu au regard de l'effort financier qu'ils représentent.

INVESTISSEMENTS EN FAVEUR DU CLIMAT EN FRANCE, PAR DOMAINE DE CONTRIBUTION À LA TRANSITION BAS-CARBONE



Source : IACE, Panorama des financements climat, édition 2018

4- Ce n'est pas là où il faudrait accélérer l'effort que l'on met le paquet :

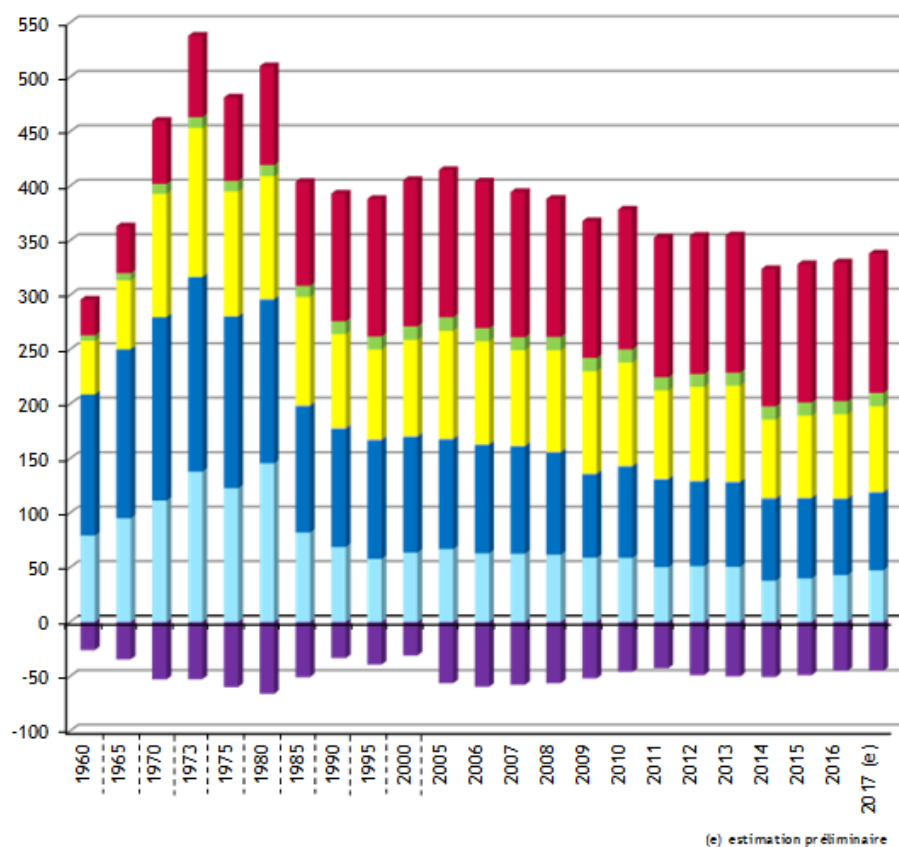


Si l'on était conséquent avec les promesses faites à la COP-21, il faudrait accélérer fortement les investissements dans la **rénovation thermique** des bâtiments, les réseaux de chaleurs, les véhicules bas-carbone. Il manque 5 à 8 milliards d'euros par an calcule le rapport. Où trouver l'argent ? Une idée : récupérer les 6 milliards dépensés sans gains climatiques manifestes dans les éoliennes et les panneaux photovoltaïque et les consacrer à la rénovation des logements en ciblant en priorité les **logements sociaux**. On ferait d'une pierre deux coups. D'une part on réduirait beaucoup plus rapidement les émissions de gaz à effet de serre. Et d'autre part on apporterait un gain en pouvoir d'achat aux catégories populaires, celles dont la révolte des « gilets jaunes » bouscule le pouvoir politique. Une démonstration concrète de l'intérêt d'une politique climatique efficace et sociale à la fois. Cerise sur le gâteau : l'essentiel de ces crédits serait dirigé vers des activités en France – donc avec des **créations d'emplois** à la clé – et non à l'achat de matériels fabriqués à l'étranger.

Il n'est pas inutile de se pencher sur les évolutions de long terme des émissions de gaz à effet de serre, et surtout du CO2 pour en comprendre les mécanismes. Le graphique ci-dessous le fait en remonter à 1960 et en spécifiant les secteurs émetteurs. Il montre clairement que le principal outil de diminution de ces émissions fut la mise en service du parc de centrales électro-nucléaires après 1977, ce qui a permis l'écroulement des émissions du secteur énergétique à partir de 1980. Mais la décarbonation presque totale de la génération d'électricité et la diminution des émissions de l'industrie (efficacité,

désindustrialisation) ne suffit plus. Il faut s'attaquer aux transports routiers et au contrôle thermique des bâtiments si l'on veut atteindre les objectifs climatiques.

CO₂ Emissions atmosphériques par secteur en France métropolitaine en Mt



Source CITEPA / format SECTEN - avril 2016

CITEPA-SERRE-secteur-d/gCO2.xls

Les émissions totales de gaz à effet de serre de la France n'ont été réduites en 2017 que de 16% par rapport à 1990. Et encore, ce calcul est violemment hypocrite et faux, car il ne tient pas compte du contenu en carbone du solde imports/exports (c'est la notion d'empreinte carbone, opposée au seul inventaire des émissions locales). Or, avec la poursuite de la désindustrialisation du pays et l'augmentation des importations de biens, si l'on tient compte de ce solde, la France émet environ 30% de plus que ce qu'elle affiche et ses émissions ont augmenté d'environ 15% depuis 1990.

Sylvestre Huet

(1) Une note sur les émissions françaises de gaz à effet de serre.

(2) I4CE, un think tank créé par la Caisse des dépôts et par l'Agence française de développement.

[inPartager](#)